



**HAL**  
open science

# Domestiquer la guerre froide au Moyen Orient (1945-1961) : Dynamiques externes et trajectoires irakienne et syrienne

Matthieu Rey

► **To cite this version:**

Matthieu Rey. Domestiquer la guerre froide au Moyen Orient (1945-1961) : Dynamiques externes et trajectoires irakienne et syrienne . Relations internationales, 2017. halshs-01658545

**HAL Id: halshs-01658545**

**<https://shs.hal.science/halshs-01658545>**

Submitted on 7 Dec 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Domestiquer la guerre froide au Moyen Orient (1945-1961) :

## Dynamiques externes et trajectoires irakienne et syrienne

Matthieu Rey

Le présent article entend montrer comment les mots d'ordre de la guerre froide, les jeux d'alignements, les ententes stratégiques résultent de processus politique croisant scènes intérieures et extérieures. Autour de l'analyse d'événements clés, émerge une « domestication » de la guerre froide, c'est-à-dire l'incorporation de la bipolarisation comme cadre mental et cognitif pour penser les tensions internationales. Le travail comparatif autour de l'Irak et la Syrie vise à pondérer une historiographie qui laisse une large part aux dynamiques propres à l'Égypte. En reprenant les évolutions de ces deux pays, il devient possible de saisir pourquoi et comment neutralité et engagement en faveur du bloc de l'Est finissent au début des années 1960 à dominer un grand nombre des pays du Moyen-Orient.

Adopting the Cold War in the Middle East (1945-1961)  
External dynamics and Iraqi and Syrian dynamics.

This article aims to show how the slogans and protocols of the Cold War, strategic alliances, alignment in the bipolar world resulted from interplay between local and foreign policies. By focusing on events and the specific reaction of populations and the local authorities, it is possible to underline how the Cold War was “adopted”, in other words how it provided a cognitive system and a general framework through which actors analysed the international tensions. Comparisons drawn between Iraq and Egypt have altered the historiography, which overlapped events by referring to Egyptian history. Changes in both countries shed light on how and why the defense of neutrality and the Eastern Bloc became dominant at the beginning of the 1960s.

Mots-clés: Syrie, Irak, Guerre froide, guerre de Corée, développement, réfugiés palestiniens.

Key world : Syria, Iraq, Cold war, Korean war, development, Palestinian refugees.

La conférence de San Francisco réunit en avril – juin 1945, les pays indépendants en vue de fonder une nouvelle institution régulatrice des tensions internationales, l'Organisation des Nations Unies. Y siègent six États arabes, dont la Syrie et l'Irak. Ce poids manifeste des pays moyen-orientaux souligne comment, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un nouvel équilibre des forces se forme. Il met en présence trois groupes d'acteurs : les anciennes puissances coloniales, principalement la France et la Grande-Bretagne, les deux nouvelles superpuissances, les États-Unis et l'Union Soviétique, et un ensemble composite de nations anciennement ou nouvellement indépendantes. Bien vite, le concert international devient un

champ de force entre les deux superpuissances qui étendent leur influence créant des blocs hégémoniques. Autour de leurs relations et de leurs affrontements, se forment les dynamiques de la guerre froide.

Le présent article entend revenir sur l'inscription de ces processus au Moyen Orient, en choisissant comme point d'entrée la manière dont les autorités irakiennes et syriennes domestiquent<sup>1</sup>, appréhendent et utilisent de telles transformations. Le choix de ces pays tient à trois paramètres. Ils ne sont pas majeurs, au sens où ils ne parviennent pas à imposer leur leadership sur la région ni sur le monde pour la période considérée. Aussi, permettent-ils de comprendre plus aisément comment les États, ceux qui sortent du premier champ de vision par une importance moyenne, entrent dans des dialogues internationaux<sup>2</sup>. Ils pondèrent et nuancent une historiographie fortement concentrée sur l'Égypte, plus particulièrement sur Nasser<sup>3</sup>. Encore trop souvent, l'histoire de la région au temps de la guerre froide tient à une lecture à partir de la réconciliation des mouvements nationalistes arabes et des menées communistes, célébrée par la rencontre entre Gamal Abdel Nasser et Nikita Khrouchtchev<sup>4</sup>. En changeant les bornes chronologiques et spatiales, il devient possible de mieux comprendre l'incidence de cette rencontre et son poids dans les trajectoires régionales.

Plus généralement, en liant la guerre froide et le processus de décolonisation dans un même mouvement, une inversion peut s'opérer en « partant du Sud » et non du Nord pour saisir les dynamiques locales. De nombreux ouvrages – au demeurant déterminant pour comprendre les positions des présidents américains, des alternances d'administrations et leurs conséquences sur le terrain ou encore, pour voir comment Soviétiques et représentants moyen-orientaux dialoguent<sup>5</sup> – ne pensent les relations internationales qu'au prisme de la grande puissance. Nous souhaitons changer de point de vue à l'aune d'une documentation riche pour comprendre que signifie la guerre froide, comment elle génère-elle des dynamiques dont les groupes politiques locaux se saisissent pour construire leur pouvoir<sup>6</sup>.

Cette « autre » guerre froide peut être envisagée du point de vue des autorités et des populations qui ne sont pas européens, en restituant les diversités internes, les conflits et les luttes entre acteurs, qui masque les arènes dans lesquels les débats se forment et évoluent. Dans ce cadre, la guerre froide peut être analysée en premier lieu comme un ensemble de

---

<sup>1</sup> Selon l'acceptation du terme qu'en fait Peter Burke, Peter Burke et Paul Chemla, *La Renaissance européenne*, Paris, Seuil, 2002.

<sup>2</sup> Michael N. Barnett, *Dialogues in Arab Politics - Negotiations in Regional Order*, New York, Columbia University Press, 1998.

<sup>3</sup> James P. Jankowski, *Nasser's Egypt, Arab nationalism, and the United Arab Republic*, Boulder, Colo, Lynne Rienner Publishers, 2001, 235 p., Elie Podeh, *The Decline of Arab Unity: The Rise And Fall of the United Arab Republic*, Brighton, UK etc., Sussex Academic Press, 1999.

<sup>4</sup> Hélène Carrère d'Encausse, *La politique soviétique au Moyen-Orient. 1955-1975*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 1975.

<sup>5</sup> Par exemple; David W. Lesch Haas, Mark L., *The Middle East and the United States: History, Politics, and Ideologies.*, Westview Press, 2013. ; Rashid Khalidi, *Sowing Crisis: The Cold War and American Dominance in the Middle East* Beacon Press, 2011.

<sup>6</sup> Odd Westad, *The Global Cold War: Third World Interventions and the Making of Our Times*, New Ed., Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 2011.

signaux produits autour d'événements. Il faut voir ici les incidences de l'événement. Une place doit être accordée aux tournants, aux éléments qui modifient la perception des acteurs, et aux nouvelles pratiques qui se forment. Dans ce sens, les histoires irakienne et syrienne sont riches.

Aussi plus que de réfléchir autour des systèmes économiques et culturels, cet article entend revenir sur la domestication des événements de guerre froide. Entendue comme cadre de pensée (l'action des deux puissances interagissant sur le devenir de collectivités éloignées), cette notion permet de voir comment un événement est lu en fonction d'une grille de lecture bipolarisée et non en fonction d'autres référents (anti-impérialisme, colonialisme, etc.). L'adoption du vocabulaire et en retour, le rapprochement stratégique avec l'un des deux camps contribuent à transformer les scènes intérieures. Enfin, l'étude de tels processus précise ce que signifie pour les uns et les autres, un engagement en faveur de l'Est, de l'Ouest ou le refus des deux.

Le recours à ces deux États ne doit pas faire penser à une histoire diplomatique restreinte à leurs relations. Ce sont bien deux trajectoires dans leur interaction avec la scène internationale qu'il faut suivre suivant l'approche comparative de Marc Bloch qui propose d'isoler deux cas géographiquement distincts, de telle manière à faire émerger des objets qui demeureraient sinon invisibles<sup>7</sup>. En l'occurrence, rapprocher les réactions irakiennes et syriennes souligne comment un événement aboutit à des politiques variées fortement dépendantes des scènes et arènes locales. Il devient alors possible d'engager une histoire par le bas de la guerre froide.

Saisir la manière dont la guerre froide affecte les champs politiques irakien et syrien suppose en premier lieu de restituer comment les questions de politiques étrangères sont considérées sur chacune de ces deux scènes au cours de la Seconde Guerre mondiale. Ils se caractérisent par deux systèmes parlementaires dans lesquels une ou deux assemblées réunissent des groupes politiques aux liens partisans et idéologiques plus ou moins prononcés, et contrôlent la politique gouvernementale. En Syrie, la présidence de la république détient des prérogatives importantes mais l'élection du Président par les députés le rend dépendant du parlement. Au contraire, en Irak, le roi, puis le régent à partir de 1939, peut se détacher des injonctions de l'Assemblée. Entre les hémicycles et les principaux détenteurs du pouvoir exécutif, le gouvernement reste en charge de la conduite des affaires et de l'expression d'orientation générale. Cet édifice institutionnel et le personnel politique connaissent d'importants renouvellements pendant la guerre. Sans revenir en détail, il faut en préciser les principales modalités.

En 1940, en Irak, un coup d'Etat réunissant un groupe de politiciens et d'officiers force le régent et les principaux détenteurs de ministères à partir<sup>8</sup>. Un nouveau gouvernement se forme autour de Rashid Gaylani qui fait sien la lutte contre l'influence britannique en Irak. Dans le contexte de l'Empire et de la Grande-Bretagne mis en difficulté au printemps 1941, le gouvernement Churchill décide d'envahir l'Irak pour rétablir un gouvernement favorable sans réserve à ses mots d'ordre. Ceci tient au fait que le gouvernement irakien déclare la guerre à

---

<sup>7</sup> Marc Bloch, *Pour une histoire comparée des sociétés européennes*, Paris, France, 1928.

<sup>8</sup> Matthieu Rey, « L'armée en Irak de 1932 à 1968 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 20 octobre 2014, n° 124, p. 33-45.

l'Allemagne, mais il se refuse à faire de même avec l'Italie et plus encore, à accepter l'application du traité irako-britannique qui prévoit le libre transit de troupes en cas de guerre. Sous une certaine forme, il se prononce pour une neutralité dans un conflit perçu avant tout comme européen. Quelques semaines suffisent aux troupes britanniques pour parvenir à Bagdad, défaire le gouvernement, arrêter ses principaux soutiens ou les forcer à l'exil. Le régent est alors rétabli dans ses fonctions, et après quelques mois, il nomme Nuri al-Saïd – qui a négocié au début des années 1930 l'indépendance du pays et le premier accord pétrolier – comme Premier ministre. Il le reste jusqu'en 1944. L'Irak redevient un espace sous hégémonie de la Grande-Bretagne qui y maintient des forces militaires et contrôle la monnaie<sup>9</sup>.

Dans les débats internes, la guerre favorise l'émergence de trois registres discursifs. Le premier tient à la lutte contre le fascisme<sup>10</sup>. Ce dernier identifié aux puissances de l'Axe devient le marqueur des ennemis de l'équipe au pouvoir restauré par les Britanniques. Les ennemis du Régent comme Sami Shawkat, sont accusés non d'être des adversaires politiques, mais bien des agents de la diffusion du fascisme. Dans un second registre, le gouvernement Saïd utilise la participation à la guerre pour tenter, dans la négociation avec la puissance occupante, de retrouver des segments de souveraineté. Ses initiatives pour déclarer la guerre et envoyer des troupes doivent forcer les Britanniques à accepter de voir une armée irakienne se reconstituer. Lorsque les représentants américains tentent de se poser en interlocuteurs, les dirigeants irakiens les utilisent pour obtenir plus de pouvoir auprès de l'ancienne puissance mandataire. Aussi, le discours et les positions en matière de politique étrangère se construisent exclusivement à l'adresse de la Grande-Bretagne. Le troisième registre porte sur la légitimation de l'effort de guerre. Etre allié à part entière forme une condition pour le gouvernement irakien d'être parmi les vainqueurs. Il s'ensuit des attentes de la presse, des intellectuels, et d'opposants politiques non-communistes, de voir la scène politique libéralisée. Pour eux, si l'Irak appartient aux nations qui ont écrasé le fascisme et restauré la démocratie, cela impose à leur propre régime de se conformer aux ouvertures libérales promises.

En Syrie, la situation diffère. La guerre est avant tout une lutte entre vichystes et gaullistes et se solde à l'été 1941 par la victoire des seconds. Il faut attendre 1943 pour qu'un nouveau parlement soit élu et se voit en charge d'obtenir la dévolution des pouvoirs. Les négociations achoppent sur la question des forces spéciales principalement. En mai 1945, alors que la paix s'annonce en Europe, la relève des forces françaises précipite une insurrection multiforme en Syrie avec la prise d'armes par des officiers, des manifestations dans les grandes villes durement réprimées, et des protestations des hommes politiques en fonction. Comme le relate Jamil Mardam Bey<sup>11</sup>, l'ambassadeur américain soutient fermement les revendications des autorités syriennes au nom de l'anticolonialisme, allant jusqu'à héberger de hauts représentants à l'ambassade alors que Damas est bombardé par l'artillerie française. Les autorités britanniques, à travers le gouvernement et son représentant au Levant, forcent les Français à

---

<sup>9</sup> William Roger Louis, *The British Empire in the Middle East, 1945-1951: Arab nationalism, the United States, and postwar imperialism*, Oxford : New York, Clarendon Press, 1984.

<sup>10</sup> Voir les articles au cours des années 1945 et 1946 dans al-Zamân, Liwa' al-Istiqlâl par exemple ou encore les mémoires de Jadîrjî (Kâmil Jâdirjî, *Mudhakkirât Kâmil al-Jâdirjî*, 1970, 687 p.

<sup>11</sup> Salma Mardam Bey, *La Syrie et la France: bilan d'une équivoque, 1939-1945*, Paris, Harmattan, 1994.

accepter un cessez-le-feu, qui prélude à leur retrait. En 1945, les autorités syriennes obtiennent par la résistance armée, une pleine dévolution des pouvoirs.

Comment se construisent alors les opinions publiques en 1945 alors que les deux constitutions garantissent la liberté de la presse ? Comment se saisissent-elles des idées libérales et communistes d'une part, des actions américaines et soviétiques d'autre part ? La lecture des deux presses fait apparaître des similitudes autour de fortes sympathies pour l'ouest. L'affaire iranienne - les forces soviétiques refusent de partir d'Azerbaïdjan iranienne et soutiennent des groupes indépendantistes - est uniquement analysée comme un nouvel impérialisme. Pour le grand quotidien nationaliste syrien *Alif Ba*, c'est la Russie rouge qui se construit un nouvel empire. Cette parole se retrouve dans les parlements irakien et syrien où les députés soutiennent l'entrée de leur pays dans les institutions internationales comme garantie d'être égal aux États-Unis et surtout aux anciennes puissances mandataires. Au contraire, si l'URSS bénéficie d'une certaine aura liée à son rôle dans la guerre, les agissements demeurent suspects. Elle peut ouvrir une ambassade à Bagdad, mais les requêtes sur les détroits turcs et les provinces iraniennes ainsi que le ton menaçant adopté en Europe font l'objet de commentaires critiques de la part des gouvernants et parlementaires. En tant que puissance, l'URSS est donc marginalisée. Réciproquement, les États-Unis paraissent comme un recours dans le dialogue avec les anciennes puissances dominantes. Mais à aucun moment, le gouvernement irakien ou syrien n'envisagent un partenariat avec cet État.

Ceci ne signifie pas une indifférence réciproque des États-Unis et de l'URSS pour la Syrie et pour l'Irak. Tous deux reconnaissent l'indépendance du premier en 1943. Tous deux pressent à la fin de l'influence française au Moyen Orient. Pour les États-Unis comme nous le rappelle Miles Copeland, la CIA suit attentivement les élections de 1947 et finance des supports de propagande pour éviter la victoire de candidats, soupçonnés d'être communistes ou défavorables à la politique américaine<sup>12</sup>. Cette intervention n'est pas analysée en retour par les acteurs locaux, même progressistes, comme tel. Le pouvoir du président Quwwatli peut être contesté, par le Parti Baath par exemple, mais la réélection d'une partie des députés qui lui sont favorables, n'est pas labellisée comme une ingérence étrangère. Elle relève de la « corruption »<sup>13</sup>.

Les partis communistes profitent d'une distance certaine avec la capitale soviétique. Comme l'a brillamment démontré Hanna Batatu dans le cas de l'Irak<sup>14</sup>, l'action mobilisatrice et fortement personnalisée de Yusuf al-Yusuf, dit Fahd, favorise l'expansion des idées communistes et le ralliement de nouveaux sympathisants. Mais le parti ne dépasse pas les quelques centaines de membres. En outre, sa situation d'illégalité freine son activité. Ce faible essor autorise en retour les représentants des partis conservateurs, proche de la cour en Irak et de la présidence de la République, en Syrie, à dénoncer leurs adversaires comme des communistes. Ils accentuent pour cela les caractères areligieux voire antimusulmans.

---

<sup>12</sup> Miles Copeland, *The game of nations: the amorality of power politics*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1969.

<sup>13</sup> *Al Baath*, 7 juin 1947.

<sup>14</sup> Hanna Batatu, *The old social classes and the revolutionary movements of Iraq: a study of Iraq's old landed and commercial classes and of its Communists, Ba'athists, and Free Officers*, London, Saqi Books, 2004.

Les crises de l'année 1948 changent la donne politique. Retenons la densité événementielle : janvier 1948, la Wathba, ce mouvement de grèves et de manifestations, met en péril la monarchie irakienne ; à partir du mois d'avril, la marche à la guerre se dessine contre l'entité sioniste, conflit qui éclate à la proclamation de l'Etat d'Israël, à la mi-mai 1948. Ce dernier voit une alternance d'affrontements ponctués de trêves, pour se solder par la défaite des armées arabes. Très certainement, comme le montre Henry Laurens<sup>15</sup>, ce conflit présente une particularité forte par rapport aux crises d'Orient : la communauté internationale prend position de façon unie pour l'Etat israélien, décrédibilisant localement les partis communistes qui endossent la position soviétique et bloquant le jeu de bascule entre puissances occidentales. Pour les opinions arabes, la défaite constitue un traumatisme et une prise de conscience. Le chef du parti Baath, Salah al-Din Bitar, reconnaît avoir compris la question palestinienne à ce moment-là. Dans le plus intime des villes syriennes, le flux massif de réfugiés à Damas particulièrement provoque l'indignation. Il s'ensuit une série de manifestations violentes en décembre 1948 au cours desquelles les différents opposants au Président de la République se retrouvent dans la rue et collaborent à réclamer des changements politiques<sup>16</sup>. Ce choc bouleverse l'importance accordée aux partenariats avec les grandes puissances. A partir de 1948, un nouveau dialogue prend forme.

Une nouvelle séquence se déroule entre 1949 et 1954. Elle se caractérise par une appropriation progressive du vocabulaire de la guerre froide par des biais locaux. Elle résulte largement des sorties de guerre. Au lendemain de la défaite, une injonction morale prend forme : les élites de l'indépendance doivent démontrer qu'elles n'ont pas trahi la nation. En Syrie, elles sont sommées de laver l'affront à la souveraineté arabe (ou musulmane pour les Frères musulmans) bafouée. En Irak, l'intensité de la question palestinienne est moindre dans la mesure où elle s'inscrit depuis son irruption sur le théâtre national, en fonction d'autres politiques<sup>17</sup>. Saleh Jabr, chef de gouvernement de 1947 à 1948, se posait comme le chantre de la défense palestinienne afin de conduire des négociations avec la Grande-Bretagne en position de force. Mais il est chassé du pouvoir avec la Wathba repoussant la question de Palestine dans l'opposition. A partir de la défaite, la Palestine, selon les termes de Nuri al-Saïd qui assume à nouveau le poste de Premier ministre, doit être neutralisée, au sens où les incidences de la défaite doivent être maîtrisées. Dans un premier temps, cela autorise son gouvernement à prendre un ensemble de dispositifs pour interdire la presse et forcer à l'union nationale. De nouvelles scènes politiques se forment.

En Irak, le retour au pouvoir de Nuri al-Saïd s'accompagne d'une entreprise visant à faire fusionner les partis dans une vaste confédération al-ittihad al-dusturi. Cette opération prolonge la fermeture de l'espace public orchestré à partir de 1949. Un tournant autoritaire s'opère dans le cadre de la monarchie constitutionnelle : les institutions ne voient pas leur exercice se modifier mais leurs membres rencontrent de grandes difficultés à communiquer avec l'opinion

---

<sup>15</sup> Henry Laurens, *La question de Palestine*, Paris, Fayard, 1999.

<sup>16</sup> Papier Adil al-Azmeh, Fonds Privés, Damas.

<sup>17</sup> Michael Eppel, *The Palestine conflict in the history of modern Iraq: the dynamics of involvement, 1928-1948*, London, England : Portland, Or, Frank Cass, 1994.

publique<sup>18</sup>. Ce changement se traduit aussi par des actes spectaculaires comme la pendaison de Fahd en place publique à l'endroit même où les dirigeants du gouvernement national de 1941 le furent. Cette exécution scelle aussi une première domestication de la guerre froide par les gouvernants irakiens : l'ennemi interne, le communiste, veut détruire la civilisation et le régime irakien, il devient donc légitime de le détruire. Une juxtaposition s'opère alors entre ennemis du régime et communisme. Ceci se traduit plus particulièrement par le rapprochement entre communistes et sionistes. Les communistes irakiens d'ascendance juive, sont accusés d'avoir précipité la défaite. L'équivalence ne cesse de se renforcer.

En Syrie, l'année 1949 voit trois coups d'Etat se dérouler. Le premier conduit par Husni al-Zaïm impose une nouvelle grammaire du pouvoir dans laquelle les valeurs d'efficacité et de développement guident l'action publique. Le nouveau régime militaire légitime le renversement et la suspension des institutions par le fait qu'elles auraient failli à défendre la nation. Aussi lui revient-il de réformer l'Etat et surtout de développer le pays. Ceci se traduit par la mise en valeur du territoire, ce qui doit enrichir globalement la société et l'Etat et donc fournir de meilleures capacités de réponse en cas d'affrontement. Cela prend aussi la forme d'une nouvelle politique d'armement. Pourtant, si Husni al-Zaïm donne des gages aux puissances alliées, en ratifiant le traité de la Tapline, un oléoduc reliant la Méditerranée et l'Irak par exemple ou en se montrant ouvert à un règlement de la question des réfugiés palestiniens, il ne parvient pas pour autant à obtenir en retour les équipements modernes demandés. La Syrie demeure un territoire sous embargo militaire en vertu de la résolution de l'ONU. Le nouveau chef d'Etat ouvre des négociations avec les Français, fournisseurs des troupes spéciales du Levant, mais aussi avec les Américains et les Britanniques. Cependant, les pourparlers n'ont pas le temps de trouver une conclusion : Husni al-Zaïm est renversé le 14 août 1949.

La valse des gouvernements entre les deux coups d'Etat suivant (août 1949 et décembre 1949) ne modifie grandement la relation entre les autorités syriennes et les représentants des grandes puissances. Tous les gouvernements marquent leur très net condamnation du communisme. Tous lisent en parallèle la défaite arabe comme une démonstration du sous-développement. Tous pensent que la solution est donc d'ordre technique, à savoir obtenir l'équipement nécessaire. Tous enfin se refusent à faire du problème des réfugiés palestiniens une question de politique intérieure<sup>19</sup>. Un hiatus s'établit entre les représentants américains de l'administration Truman et le ministère syrien. Les premiers souhaitent résoudre la crise de 1948, dans son versant humanitaire, par un programme de développement économique. Les gouvernements syriens successifs refusent une lecture qui confondrait les questions extérieures et intérieures. Cette position bloque les échanges entre Américains et ministres du Moyen-Orient. A cette question centrale, s'ajoute l'impossible organisation d'une union régionale servant à encadrer les armées arabes contre l'ennemi soviétique. Les chefs d'Etat arabes refusent que les États-Unis s'arrogent un droit de regard sur leurs troupes sous le prétexte de les préparer à une guerre mondiale.

Dans ce contexte, l'année 1950 est décisive à plus d'un titre. Quelques jours avant la réunion de la Ligue arabe, les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne se réunissent à Malte

---

<sup>18</sup> Kāmil Jādirjī, *Mudhakkirāt Kāmil al-Jādirjī, op. cit.*

<sup>19</sup> Matthieu Rey, « How Did the Middle East Meet the West? The International United Nations Agencies' Surveys in the 1950s », *Middle Eastern Studies*, 1 mai 2013, vol. 49, n° 3, p. 477-493.



et font savoir qu'elles reconduisent l'embargo sur les armes, pour prévenir l'essor de conflits armés dans la région et donc, s'interdisent de vendre de l'armement. Cette décision est violemment reçue par les délégations arabes réunies au Caire. Au sortir d'une réunion, Ma'ruf al-Dawalibi, ministre syrien des Affaires étrangères, membre du parti du Peuple (hizb al-shaab) et proche de la confrérie des Frères musulmans syriens, déclare « il vaut mieux être allié de la Russie communiste que laquais des puissances occidentales »<sup>20</sup>. Immédiatement, cette phrase provoque la stupeur en Occident, et suscite un intense débat au Parlement en Syrie. Au retour de la réunion, Khaled al-Azm, Premier ministre, se voit soumis à la question au Parlement<sup>21</sup>. Les représentants de la confrérie des Frères Musulmans soutiennent cette proposition d'un point de vue tactique : si le camp de l'ouest se refuse à aider les nations musulmanes, d'autres pourront suppléer<sup>22</sup>. Néanmoins, ce n'est qu'une brèche discursive qui n'est pas suivie de conséquences diplomatiques.

Alors que les angoisses demeurent devant la multiplication des accrochages frontaliers avec Israël, que l'unique réponse formulée par les gouvernements syriens porte sur le manque de moyens militaires modernes, u'enfin, les puissances occidentales rappellent incessamment le risque soviétique d'une invasion mondiale, qui serait bloquée par une bataille d'arrêt au Moyen-Orient, soudainement – et brusquement pour les opinions publiques arabes – la guerre froide se réchauffe brutalement en Asie. Les titres et l'ampleur du traitement médiatique soulignent le choc. *Alif Ba* ou le *Qabas*, consacrent la une aux événements coréens, dument cartographiés, entre le 27 juin et le 7 juillet. Tous se questionnent. Est-ce une nouvelle guerre mondiale ? Dans ce contexte, les pays arabes, constate le Baath dans son journal, ne disposent pas d'armée. C'est le début d'une réflexion rapide qui s'empare des cercles intellectuels de Damas et d'Alep, dont la traduction prend place dans l'éditorial du même journal, le 7 juillet 1950 : « la neutralité, c'est la voie arabe » titre *al-Baath*. L'argumentaire souligne que seul le retrait syrien des heurts internationaux empêcherait la destruction du pays pour des intérêts extérieurs. Ceci constitue la seconde brèche discursive et une première polarisation des opinions politiques. Deux nouvelles modalités de politique étrangère voient le jour à quelques semaines de décalage : certains veulent discuter à l'Est, d'autres se veulent neutre.

Les échos ne sont pas aussi sensibles en Irak. Il faut dire que la protection britannique même si depuis 1948, la puissance européenne tente de diminuer l'importance de son intervention<sup>23</sup>, offre une aide à son ancien mandat. Pour les dignitaires irakiens et les parlementaires élus en 1950, les données de politique étrangère doivent servir à restaurer la place d'avant-garde de l'Irak dans le concert des nations arabes. En dehors des jeux interarabes, les autorités se lient davantage aux puissances occidentales tout en utilisant l'anticommunisme comme mode de gestion interne. Dès 1951, les troubles iraniens avec l'arrivée au pouvoir de Mohammad Mossadegh qui entend réduire l'influence du Shah et des Britanniques et qui finit par nationaliser les pétroles, offrent l'opportunité pour les ministres irakiens d'ouvrir de nouvelles négociations avec les autorités britanniques, ministère et compagnie pétrolière. Le premier mouvement tactique de Nuri al-Saïd est d'approcher les représentants britanniques

---

<sup>20</sup> « Déclaration de Marouf al-Dawalibi », Damas, le 12 avril 1950, Syrie, La Courneuve.

<sup>21</sup> Majlis al-ta'sisi, *Mudhakkirat al-niyyabi*, 1950

<sup>22</sup> *ibid*

<sup>23</sup> Roger Louis, *op. cit.*

afin d'obtenir une modification du contrat liant l'Irak et l'Iraq Petroleum Company. Aux termes de négociations âpres<sup>24</sup>, le principe d'un partage équivalent des revenus est entériné. L'Etat se voit certain de connaître une nette croissance de ses ressources à moyen terme, ce qui est le cas à partir de 1954-1955. Pour parvenir à un tel résultat, le Premier ministre irakien n'hésite pas à introduire les États-Unis dans la conversation, leur exposant les maladresses et les conséquences désastreuses d'une telle attitude à l'égard de l'Irak, membre actif du bloc occidental. Il parvient ainsi à presser l'administration Truman sortant de forcer les Britanniques à concéder sur un ensemble de points. Quelques mois plus tard, la nouvelle administration Eisenhower confirme le choix de son prédécesseur, et règle aussi la question iranienne en contribuant au reversement du gouvernement Mossadegh.

En matière de politique intérieure, l'usage du vocable de guerre froide ne suit pas les mêmes lignes que la Syrie. La fermeture de l'espace public, les pressions diverses contre les partis d'opposition et le tournant anticomuniste, préviennent une quelconque alternative au choix occidental. Cependant, un premier discours emploie la peur communiste pour lutter contre une composante confessionnelle du pays : les juifs. De 1950 à 1951, une série d'affaires conduisent à la condamnation de grandes figures de la communauté, au nom de la lutte contre le sionisme. La présence juive dans les rangs communistes est pleinement instrumentalisée par les dirigeants pour dénoncer la cohésion entre sionisme et communisme. Cette accusation permet de traquer des composantes internes, en les dénonçant comme des représentants de l'ennemi externe, régional ou international. Graduellement, les dispositifs de coercition s'accroissent et finalement, en mars 1951, un ordre d'expulsion vide l'Irak de l'ensemble des populations juives. Cette technique de retranchement d'une composante ethnique au sein du tissu national, n'est pas une nouveauté. Elle fut pratiquée dans les premiers temps de la monarchie contre les chiites. Elle prend une nouvelle actualité grâce au discours de guerre froide. En 1952, la monarchie est raffermie sur une base autoritaire et elle dispose de nouveaux revenus qui doivent répondre aux exigences de développements et d'équipements militaires.

La situation diffère en Syrie. La lutte entre institutions politiques civiles et armée culmine en décembre 1951. Les officiers guidés par Adib al-Shishakli forment un conseil exécutif en charge de la gestion du pays, renvoient le Parlement, emprisonnent un temps le Premier ministre et invitent le Président de la République à se retirer. Quelques mois plus tard, un ordre exécutif force les partis à se dissoudre. Adib al-Shishakli réactualise immédiatement la rhétorique développementaliste fondant son régime sur sa capacité à préserver la Syrie et à en faire un lieu de bien-être. Aussi poursuit-il les négociations de prêts mais aussi d'armements. Cependant, il ne déclame pas de discours politique, mais il entre en pourparlers avec les différents partenaires étrangers. Dans ce cadre, il opère un retournement faiblement documenté<sup>25</sup>. Quelques mois avant Gamal Abd al-Nasser, le gouvernement syrien signe le premier contrat d'armement avec la Tchécoslovaquie. Il ne suscite guère de tourments en retour. Ceci peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Le volume du contrat reste modeste, l'administration américaine est en train de changer de points de vue sur les dirigeants arabes

---

<sup>24</sup> Voir les notes FO 624/206 (Kew Gardens).

<sup>25</sup> Une note dans les archives irakiennes de la cour relation (série 311/100, Archives nationales irakiennes, Bagdad), mais bien peu apparaît en dehors.

découvrant largement cette région, et le général syrien ne lie pas son mouvement à une politique générale.

En parallèle, Irak et Syrie connaissent l'essor, à partir de 1951, d'un nouveau courant dont les effectifs croissent rapidement : le Mouvement des partisans de la paix. Ces derniers prônent l'opposition à tous conflits. Bien vite, le lien entre URSS et mouvements de paix est connu. Pourtant, les gouvernements anticomunistes en Syrie et en Irak peinent à contrer les adhésions. Il faut dire que le mot d'ordre particulièrement limité – ne pas s'engager dans des rivalités mondiales – ne peut guère laisser de prise aux critiques. Aussi, diverses mesures freinent son audience sans remettre en cause la dynamique populaire. Par ce biais, les communistes retrouvent pied dans les deux pays en dépit du contexte de répression. Ils peuvent tisser des relations utiles, base de leur renouveau au milieu des années 1950.

Au mois de mai 1953, le secrétaire d'Etat américain John Foster Dulles inaugure une nouvelle tradition : il se rend dans les principales capitales arabes<sup>26</sup>. En Irak, le gouvernement de Fadhel al-Jamali, réformateur proche de la cour qui souhaite expérimenter une formule libérale, se montre ouvert à une alliance régionale en partenariat avec les États-Unis. L'anticommunisme unit les deux délégations. En Syrie, Adib al-Shishakli souligne l'impératif besoin d'avoir un soutien contre Israël et contre l'URSS. Il formule une hiérarchie d'opposants. Ce voyage marque une transition à plus d'un titre. Il souligne le rôle prépondérant des États-Unis dans la région, en passe de suppléer à la Grande-Bretagne. Il atteste d'une nouvelle pensée américaine, dans laquelle les officiers arabes sont considérés comme des interlocuteurs. Il se situe enfin à un moment où l'administration Eisenhower est en train de former sa pensée sur le Sud. Enfin, il marque le moment d'engagement autour de la recherche de pacte militaire. Ce dernier point crée les nouveaux clivages qui vont pousser les acteurs locaux à se définir en fonction du vocabulaire de la guerre froide.

Entre 1954 et 1955, trois dynamiques expliquent largement la polarisation du champs politique arabe qualifiée de guerre froide arabe<sup>27</sup> : l'organisation des pays nouvellement décolonisés, la refonte des attentes soviétiques à l'adresse des pays du Sud, et la pactomanie américaine. A cela s'ajoutent à l'intérieur des deux pays, deux évolutions de fonds : la crise agraire crée une importante contestation captée par les nouveaux partis progressistes, et la tenue d'élections libres voient deux formules politiques inédites, l'une en Irak de gouvernement par le Premier ministre et l'autre en Syrie d'un parlement fragmenté avec le parti Baath dominant la commission des relations étrangères.

En Irak, le gouvernement Nuri al-Saïd ouvre immédiatement une brèche dans l'alliance historique de la monarchie hachémite et de la couronne britannique. Dès septembre 1954, un mois après son retour aux affaires, il obtient des États-Unis la livraison de chars, démonstration de la justesse de sa politique pour renforcer l'Irak dans un climat de tension. Il s'attribue les dossiers des affaires étrangères sans que le nouveau Parlement réélu par ses soins en septembre, n'ose juger de ses orientations. Cette institution se cantonne à contrôler la politique intérieure. Nuri al-Saïd réalise alors un traité d'alliance avec la Turquie, le Pakistan et l'Iran,

---

<sup>26</sup> Pour les détails, <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1952-54v09p1/ch1>

<sup>27</sup> Malcolm H. Kerr, *The Arab cold war, 1958-1964; a study of ideology in politics*, New York, Oxford University Press, 1965.

connue sous le nom de Pacte de Bagdad. Il peut célébrer le nouvel accord comme une victoire personnelle autorisant l'Irak à guider les nations arabes. Cet accord constitue un choc dans les autres pays arabes, la Syrie dénonçant la collusion avec la Turquie dont elle ne reconnaît pas l'annexion du sandjak d'Alexandrette. Entre 1955 et 1958, aucun gouvernement irakien ne remet en cause ce nouvel accord qui offre de nouvelles possibilités de gestion régionale. Parallèlement, Nuri al-Saïd peut glorifier les entreprises de développement, grâce aux nouveaux revenus pétroliers et poursuivre la lutte contre le communisme à l'intérieur. Deux mesures à forte portée sont décidées à son retour au pouvoir : l'ambassade soviétique est fermée, et les communistes irakiens sont déchus de leur nationalité. Ces deux actes illustrent comment le vocabulaire de guerre froide s'est muté en outil politique déclenchant régionalement des luttes à mort.

En Syrie, la politique étrangère devient la préoccupation dominante après l'annonce du Pacte de Bagdad, en février 1955. Elle brise sous une forme, l'accord tacite des partis au Parlement qui se refusaient à discuter de politique étrangère sauf en termes vagues pour éviter la division de l'Assemblée. Il n'en est plus rien à partir de cette date. A cela, s'ajoute au printemps 1955, l'assassinat du colonel Malki, représentant du parti Baath au sein de l'armée. Le conflit s'ouvre dans les rangs des officiers. C'est dans ce contexte que Khalid al-Azm revient de la conférence de Bandoeng<sup>28</sup>. Il soutient alors une ligne neutraliste bien qu'il tente de conserver une indépendance à l'égard du Baath. Aussi à l'été 1955, il se montre enthousiaste quand des pourparlers rapprochent les Parlements des pays de l'Est et de la Syrie. Cependant, il se présente aux élections présidentielles et les perd. Le nouveau président Shukri al-Quwwatli se fait élire sur un programme d'union nationale. Premier Président de la République, déchu après le coup d'Etat de Husni al-Zaïm, en 1949, il revient d'exil d'Alexandrie. Il ouvre immédiatement des négociations avec l'Egypte pour renouveler un accord tripartite, faisant de la Syrie un pays non-aligné. Cette politique répond toute à la fois aux aspirations de la commission des Affaires étrangères, aux volontés égyptiennes qui se sont traduites par un engagement clair dans le neutralisme à Bandoeng, et par la lecture qu'en fait la Ligue arabe. Une entente militaire et politique unit les trois pays qui se définissent comme détachés de tout autre lien. Subtilement, deux lignes apparaissent que personnalisent un moment, le Président de la République et le Premier ministre. L'une s'oriente vers un rapprochement avec l'Egypte au nom de la neutralité, la seconde vers le bloc de l'Est.

Les ouvertures à l'Est se renforcent au cours de l'année 1956. Mission parlementaire, puis visite présidentielle – Shukri al-Quwwatli est à Moscou au moment de la crise de Suez – et enfin visite ministérielle soviétique en Syrie montrent comment l'URSS entre dans le jeu syrien. Cet engagement se déroule alors que le Parti communiste dispose d'une bonne presse dans le pays, d'un député au Parlement et d'un engouement dans les luttes sociales. Mais, plus fondamentalement, les prises de position des députés non communistes et sans attache avec le parti, comme Khalid al-Azm, souligne d'autres dimensions de cette nouvelle orientation. Parti en URSS à l'été 1957, le président du conseil al-Azm en revient décrivant un monde technique,

---

<sup>28</sup> Matthieu Rey, "Fighting colonialism" versus "Non-Alignment" : two Arab points of view on the Bandung Conference" dans MIŠKOVIĆ N., H. FISCHER-TINÉ, et N. BOŠKOVSKA LEIMGRUBER (dir.), *The Non-Aligned Movement and the Cold War: Delhi, Bandung, Belgrade*, London ; New York, Routledge, 2014.

nettement développé, dans lequel l'usage des infrastructures et des savoirs, a permis à un pays de devenir une très grande puissance. Cela devient donc un référent en matière d'essor pour la Syrie. En outre, au cours de l'affaire de Suez, l'URSS se signale par sa défense des intérêts arabes contre les anciennes puissances coloniales. Elle déclare vouloir utiliser l'arme nucléaire si la France, la Grande Bretagne et Israël ne cessent pas immédiatement leur intervention en Egypte. Aussi, elle représente un soutien de type diplomatique.

De l'été 1957 à l'été 1958, les trois orientations décrites – défense de l'Est, de l'Ouest ou neutralité – constituent des points d'achoppement entre les équipes au pouvoir et dans le cadre révolutionnaire, elles servent d'outils discursifs pour conquérir et conserver le pouvoir. Elles prennent aussi une nouvelle signification à l'aune de scènes politiques locales transformées. Le déroulé des événements montre aussi comment le Moyen-Orient est pleinement un espace d'affrontements pour les deux blocs. A l'été 1957, le gouvernement syrien mène le procès d'une branche politique accusée – à raison – d'avoir tenté un coup d'état en octobre 1956. L'enquête montre que des connivences liaient les accusés à l'Irak, à la Grande-Bretagne et aux États-Unis, contre un gouvernement syrien labellisé comme procommuniste. Leur mise en accusation détruit le camp politique en faveur de l'Occident qui part en exil, comme Munir al-Ajlani. Au cours de l'été, le gouvernement syrien requiert des États-Unis le retrait de trois membres de son consulat d'Alep. Ces derniers refusent. Une crise inédite débute. Le représentant du président américain, Henderson, se rend dans les capitales du pacte de Bagdad pour voir comment la doctrine Eisenhower pourrait être mise en œuvre, c'est-à-dire qu'un gouvernement arabe appellerait à l'intervention étatsunienne<sup>29</sup>. La Turquie accepte de fomenter des troubles frontaliers de conserve avec l'Irak, qui ne veut pas prendre l'initiative. Devant les premières agitations, la réponse du gouvernement syrien, dans lequel le Baath détient des ministères, est d'armer la population et d'en appeler à ses alliés. L'URSS menace la Turquie de représailles et prend position dans les instances internationales contre les pressions turques. Devant le risque de guerre, les États-Unis choisissent une solution de compromis. En parallèle, Nasser accepte la demande d'officiers syriens d'envoyer des troupes qui débarquent en octobre 1957 à Lattaquié. La crise s'estompe. Mais elle révèle les fractures du champ politique syrien et des divisions des officiers.

A la fin de l'année 1957, une faction proche du Baath favorable aux thèses neutralistes part négocier un rattachement de la Syrie à l'Egypte, ce qu'ils obtiennent au prix de lourdes concessions à Nasser. Leur initiative s'explique par trois facteurs : la peur réelle d'invasions étrangères, la sympathie grandissante dont bénéficie l'URSS et la faction syrienne militaire et civile proche d'elle ; et une réelle conviction panarabe. Une marche vers l'unité s'ouvre. Dès janvier 1958 le parlement syrien vote l'Union et le 2 février, Nasser et Quwwatli paraphent l'acte de naissance de la République Arabe Unie. Ce tournant marque la victoire d'une lecture géopolitique de la guerre froide et de factions syriennes. Il crée en retour, de nombreuses perturbations : au Liban, les partisans de Nasser voient l'annonce d'une union arabe, en réaction, les monarchies irakienne, jordanienne et saoudienne se rapprochent. Une nouvelle

---

<sup>29</sup> Philip Anderson, « "Summer Madness": The Crisis in Syria, August-October 1957 », *British Journal of Middle Eastern Studies*, 1995, vol. 22, 1/2, p. 21-42.

union hachémite rassemble enfin Jordanie et Irak. Cette reconfiguration de la région suit des lignes partisans reproduisant localement les tensions de guerre froide.

Dans la nuit du 13 au 14 juillet 1958, des officiers irakiens font route vers Bagdad. Au matin, ils prennent le palais, la radio et les principaux ministères. La ville se réveille au son de la Marseillaise et les rues s'emplissent rapidement de foules saluant avec enthousiasme le coup d'Etat. Dans l'après midi, la population de la capitale participe pleinement de la transition, en exécutant le Premier ministre Nuri al-Saïd. Elle fait basculer un coup en une révolution. Tout laisse à penser que les cellules du Parti communiste irakien jouent un rôle dans l'organisation des manifestations. Dans les jours qui suivent, deux figures militaires émergent, Abd al-Karim Qassem et Abd al-Salem Aref, et, informellement, le Parti communiste domine l'espace public<sup>30</sup>. Les partisans de la monarchie s'enfuient ou sont arrêtés. Qassem assume la direction politique, rassurant les gouvernements étrangers en s'engageant à respecter les accords internationaux signés, hormis le pacte de Bagdad. Au cours de l'été, il construit sa base de pouvoir à l'aide d'un rapprochement tactique avec les membres du PCI. Ces derniers sortis de la clandestinité, tiennent l'espace public et Qassem les utilise pour contrebalancer les nationalistes arabes.

En réaction aux événements irakiens, le président Eisenhower accepte l'invitation du président libanais, Camille Chamoun, d'envoyer des troupes. Les Marines débarquent sur les plages libanaises et la RAF parachute ses hommes sur Amman. République Arabe Unie et Irak se retrouvent temporairement dans une position d'adversité au bloc occidental tout en se rapprochant de l'URSS. L'entrée en scène des équipes militaires change le sens des mots et des orientations. Soudainement, le bloc en faveur de la neutralité devient un champ magnétique, forçant tout à chacun à se définir en fonction de lui<sup>31</sup>. Les deux chefs arabes, Nasser et Qassem, se définissent comme neutre, conducteurs de la nation arabe et garants de son indépendance. Nulle meilleure illustration n'est donnée que la conférence de Belgrade en 1961 : les deux délégations communient sous un même mot d'ordre. Néanmoins, à l'intérieur, la double lecture (neutre ou de tendance communiste) se maintient pour orienter les décisions politiques. Pour asseoir son pouvoir contre les factions proches de l'Égypte, qui défendent la neutralité comme politique arabe, Qassem se rapproche des factions communistes, qu'il laisse utiliser l'espace public. En réponse, Nasser entreprend une lutte systématique contre le parti communiste à la fin de 1958 début 1959. Guerres radiophoniques, arrestations, orientations politiques démontrent que les deux chefs politiques ont domestiqué pleinement toute la gamme de références fournies par la Guerre froide, sans pour cela à avoir à se positionner clairement dans l'affrontement des deux grands.

Une révision de la chronologie et le décentrage du regard modifient grandement la manière dont se construit la guerre froide, comme dynamiques liées à des tensions internationales. Les trois séquences isolées soulignent l'importance de prendre en considération les scènes locales pour voir comment les éléments extérieurs et stratégies internes se conjuguent. La guerre froide dans les pays arabes reste avant tout une histoire d'engagements

---

<sup>30</sup> 'Abd al-Fattāḥ 'Alī Būtānī, *Al-Taṭawwurāt al-siyāsīyah al-dākhilīyah fī al-'Irāq, 14 Tammūz 1958-8 Shubāt 1963*, Al-Ṭab'ah 1., Duhūk, Kurdistān al-'Irāq, Spīrīz, 2007.

<sup>31</sup> Pour reprendre les termes de Philippe Burin, Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande: 1940-1944*, Paris, Seuil, 1995.

nés de contextes denses en événements. Aucun schéma préalable n'explique de telles positions mais bien l'apprentissage et l'incorporation dans le discours local du vocable de guerre froide. En quelques années, un basculement net s'opère entre une hégémonie occidentale vers une domination du discours en faveur de l'Est et de la neutralité. Il semble en outre erroné de ne pas prendre en considération dans un même mouvement les lignes de force des politiques intérieures et des positions internationales. Le moment tournant des années 1950 – 1955 apparaît alors. C'est au contraire à travers des tâtonnements, des hésitations, des essais et des revirements que s'établissent progressivement les mots d'ordre inédits propre à la guerre froide. Aussi faut-il renouer une histoire prenant en compte les interactions entre pays du Sud en les liant avec les dynamiques internationales pour comprendre comment prend forme la globalité de la guerre froide.